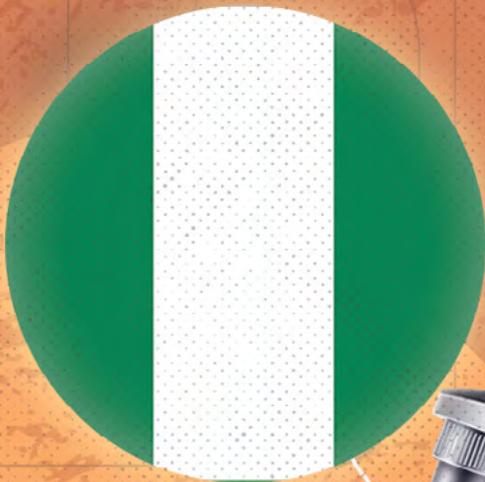


# LONDA

DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION EN AFRIQUE RAPPORT

**NIGERIA**



# LONDA

**Rapport 2022 sur les droits numériques et l'inclusion en Afrique**

Publié par Paradigm Initiative  
374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria  
Email: [media@paradigmhq.org](mailto:media@paradigmhq.org)  
[www.paradigmhq.org](http://www.paradigmhq.org)

Publié en avril 2023

Rapport produit par Paradigm Initiative  
Conception et mise en page par Kenneth Oyeniyi

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales sous n'importe quelle forme à condition que les éditeurs en soient dûment crédités et que le travail soit présenté sans aucune distorsion.

Copyright © 2023 Paradigm Initiative



Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)

ISBN: ISBN: 978-978-797-8980-8

# Nigeria



## ► Résumé exécutif

Ce rapport présente les conclusions sur la croissance et l'expansion du haut débit au Nigeria en 2022. Il détaille également les plans du gouvernement pour étendre le déploiement de son réseau mobile 5G dans le pays. Bien que les individus dans le pays aient retrouvé l'accès à la plateforme de microblogging, Twitter, il a fallu attendre environ un an pour que les tribunaux régionaux se prononcent de manière notable, tandis que les tribunaux locaux continuent de subir des retards. Le Nigeria a également commencé à élaborer une politique visant à faire progresser l'intelligence artificielle dans le pays et a tenté pour la sixième fois d'adopter une loi sur la protection des données. Dans l'ensemble, ce rapport national donne un aperçu des progrès réalisés dans le domaine des droits numériques au Nigeria.



## Introduction

Le Nigeria est l'une des plus grandes économies d'Afrique, avec environ 202 millions d'habitants et l'une des plus grandes populations de jeunes au monde.<sup>1</sup> Le Nigeria a obtenu son indépendance de la Grande-Bretagne en octobre 1960<sup>2</sup>. Depuis lors, il a connu des régimes militaires et démocratiques jusqu'en 1999 et a maintenu un régime démocratique depuis lors.<sup>3</sup> Le Nigeria a toujours apprécié sa démocratie, car il s'est toujours battu pour elle, par l'intermédiaire de différents groupes de défense des droits civiques, au cours des différents régimes militaires.<sup>4</sup>

Chaque constitution nigériane depuis l'indépendance du pays a toujours mis en avant les droits de l'homme, et c'est encore le cas de la constitution actuelle qui date de 1999.<sup>5</sup> Malgré la reconnaissance de ces droits, le Nigeria subit encore diverses violations des droits de l'homme<sup>6</sup>. L'écosystème nigérian des droits de l'homme évolue encore pour considérer les droits numériques comme des droits de l'homme qu'il convient de préserver en ligne et hors ligne.



---

<sup>1</sup> Banque mondiale, The World Bank in Nigeria - Overview. <https://www.worldbank.org/en/country/nigeria/overview> , (consulté le 18 décembre 2022).

<sup>2</sup> Nigerian Finder , How Did Nigeria Gain Independence In 1960, <https://nigerianfinder.com/how-did-nigeria-gain-independence-in-1960/> , (consulté le 17 décembre 2022).

<sup>3</sup> IJOMAH, B.I.C. «NIGERIA'S TRANSITION FROM MILITARY TO CIVILIAN RULE : AN OVERVIEW». Journal of Political & Military Sociology 28, no. 2 (2000) : 293-310. <http://www.jstor.org/stable/45292816> . (consulté le 18 décembre 2022).

<sup>4</sup> ChatHam House, Démocratie au Nigeria <https://www.chathamhouse.org/2022/06/democracy-nigeria> , (consulté le 25 décembre 2022).

<sup>5</sup> Adu, A. M Ibitoye, M. O Adewumi, A. D. Fundamental Human Rights And The Nigerian State In Historical Perspective international Journal Of Advanced Research In Issn : 2278-6236 Management And Social Sciences Impact Factor : 7.065 Vol. 9 | No. 7 | July 2020 Www.Garph.Co.Uk Ijarmss | 47, (consulté le 20 décembre 2022).

<sup>6</sup> Amnesty International, Everything You Need To know About Human Rights In Nigeria. <https://www.amnesty.org/en/location/africa/west-and-central-africa/nigeria/report-nigeria/> , (consulté le 26 décembre 2022).

# Analyse par Pays

## LIBERTÉ D'INTERNET

### ACCÈS À L'INTERNET ET PERTURBATIONS

L'internet a été l'une des plus importantes pierres angulaires de la créativité dans le monde, améliorant les vies et créant des opportunités.<sup>7</sup> Le Nigeria représente 29 % de l'utilisation de l'internet sur le continent et 82 % de l'ensemble des abonnés aux services de télécommunications. Ce pays est donc le marché le plus important d'Afrique pour les technologies de l'information et des communications (TIC).<sup>8</sup>

En 2020, le président du Nigeria a signé le deuxième plan de haut débit du pays où il a noté que «la nécessité d'un accès omniprésent au haut débit ne peut être trop soulignée».<sup>9</sup> Le deuxième plan national à large bande du Nigeria (2020-2025) a été lancé avec pour objectif d'atteindre un taux de pénétration de 70 % d'ici 2025. À l'époque, le taux de pénétration s'élevait à 39,85 % et on comptait 76 millions de connexions Internet à haut débit.<sup>10</sup>

Toutefois, selon la Nigerian Communications Commission, la pénétration du haut débit est passée de 40,88 % en décembre 2021 à 45,55 % en octobre 2022.<sup>11</sup> En outre, le nombre total de clients est passé de 143 564 481 en décembre 2021 à 152 710 160 en octobre 2022, soit une augmentation de 6 % du nombre d'abonnés actifs aux services de données (Internet) chez chacun des fournisseurs de services agréés utilisant les différentes technologies, à savoir GSM et CDMA. Pour atteindre son objectif de 70 %, le Nigeria devra stimuler la pénétration du haut débit de 25 % au cours des trois prochaines années au rythme actuel.<sup>12</sup>

En février 2022, les deux sociétés de télécommunications qui ont remporté la mise

aux enchères du spectre de 3,5 GHz pour le lancement du réseau 5G au Nigeria, MTN Nigeria et Mafab Communications Limited, ont effectué leur paiement intégral de 273,6 millions de dollars chacune. Alors que Mafab a interrompu



le déploiement après avoir reçu l'approbation de la NCC pour une prolongation de cinq mois du déploiement qui a expiré le 31 décembre 2022, MTN a continué à étendre son réseau.<sup>13</sup>

Le Nigeria prévoit de mettre aux enchères deux autres lots de 100 MHz - le lot A (3400-3500 MHz) et le lot C (3600-3700 MHz) en particulier - dans le spectre de 3,5 GHz pour le réseau de cinquième génération (5G) pour deux opérateurs supplémentaires, un an après la mise aux

<sup>7</sup> Nex data center(2015) l'importance d'internet dans la vie : Now and Tomorrow <https://www.nexdatacenter.com/the-importance-of-internet-in-life-now-and-tomorrow/> , (consulté le 26 décembre 2022).

<sup>8</sup> The Borjen Project, L'IMPLANTATION DE LA 5G AU NIGERIA, 19 septembre 2022 <https://borgenproject.org/5g-in-nigeria/> , (consulté le 25 décembre 2022).

<sup>9</sup> Plan national nigérian pour le haut débit 2020-2025 <https://www.ncc.gov.ng/documents/880-nigerian-national-broadband-plan-2020-2025/file> , (consulté le 25 décembre 2022).

<sup>10</sup> Samson Akintaro, Nigeria's broadband plan yields 5.24% penetration increase in 2 years, <https://nairametrics.com/2022/11/09/nigerias-broadband-plan-yields-5-24-penetration-increase-in-2-years/> , (consulté le 26 décembre 2022).

<sup>11</sup> Nigerian Communications Commission, Industry Statistics, <https://www.ncc.gov.ng/statistics-reports/industry-overview#view-graphs-tables-6> , (consulté le 27 décembre 2022).

<sup>12</sup> ThisDay, NCC to Auction Two Additional 5G Licences for \$547.2m, <https://www.thisdaylive.com/index.php/2022/10/23/ncc-to-auction-two-additional-5g-licences-for-547-2m> , (consulté le 28 décembre 2022).

<sup>13</sup> ibid

enchères initiale. Cette décision vise à renforcer la pénétration du haut débit et à encourager une concurrence loyale dans le déploiement des services 5G au Nigeria. Bien que ce déploiement soit une bonne nouvelle, il est simultanément entravé par la faible pénétration de la fibre optique à l'intérieur du pays, la sécurité du réseau, le manque de clarté des réglementations relatives au spectre, les préoccupations concernant la viabilité commerciale, les délais de déploiement, la médiocrité des infrastructures civiles, le faible pouvoir d'achat des smartphones 5G, le coût des données, la médiocrité de l'approvisionnement en électricité et la lenteur du climat d'investissement, entre autres problèmes qui affectent actuellement le Nigeria.<sup>14</sup>

## LIBERTÉ D'EXPRESSION ET LIBERTÉS DES MÉDIAS

Le droit à la liberté d'expression est contenu dans le chapitre 4 de la Constitution du Nigeria et dans d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels le Nigeria est partie, tels que la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (Charte africaine) et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP). L'exercice de ce droit est essentiel pour garantir les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. Les médias jouent un rôle important pour permettre cette liberté, et la technologie numérique a encore démocratisé la sphère publique.

Ces dernières années, le gouvernement nigérian a bloqué des contenus en ligne et des plateformes de médias sociaux. En juin 2021, le gouvernement a ordonné le blocage de Twitter sur la plupart des grands réseaux. Quelques jours plus tôt, la plateforme avait supprimé un post du compte du président Buhari et l'avait suspendu pendant 12 heures.<sup>15</sup> Suite à cela, le gouvernement a ordonné aux groupes de médias de ne plus utiliser Twitter et a menacé d'engager des poursuites judiciaires contre les Nigériens qui accédaient au service via des techniques de contournement. Twitter

est redevenu accessible en janvier 2022.<sup>16</sup> L'interdiction a été levée, selon les responsables gouvernementaux, après que Twitter s'est conformé à un certain nombre d'exigences, notamment l'ouverture d'un bureau dans le pays, la nomination d'un représentant désigné pour traiter avec les autorités nigérianes et le paiement de taxes. La société n'a toutefois pas officiellement reconnu s'être conformée à ces exigences.<sup>17</sup>

Bien que différentes affaires aient été portées devant les tribunaux concernant l'interdiction des médias sociaux, les tribunaux locaux n'ont toujours pas réagi. Cependant, le 14 juillet 2022, la Cour de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est prononcée sur la question, créant ainsi un précédent et contribuant à la jurisprudence en la matière en Afrique. La Cour de la CEDEAO a jugé la décision de la République fédérale du Nigeria de suspendre l'utilisation de l'application de microblogging Twitter dans le pays «illégal et incompatible avec les obligations internationales du pays».<sup>18</sup>

Elle a donc ordonné au Nigeria de veiller à ce que cette suspension illégale ne se reproduise pas et de prendre les mesures nécessaires pour modifier ses lois afin qu'elles soient conformes aux droits et libertés consacrés par la Charte africaine établie par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il n'y a pas eu de répétition similaire depuis, mais des agitations existent en prévision des élections générales du pays en 2023, car la tendance en Afrique est à la fermeture d'Internet pendant les périodes électorales, une tendance qui s'avérera très coûteuse pour le pays.<sup>19</sup>

## AUTRES TENTATIVES DE RÉGLEMENTATION

Le 13 juin 2022, l'Agence nationale pour le développement des technologies de l'information (NITDA) a publié un projet de code de pratique pour les plateformes de services informatiques

<sup>14</sup> The Guardian, Lessons, opportunities as Nigeria undertakes another 5G auction, 25 décembre 2022. <https://guardian.ng/technology/lessons-opportunities-as-nigeria-undertakes-another-5g-auction/>, (consulté le 28 décembre 2022).

<sup>15</sup> Wion, Twitter suspend le compte du président nigérian pendant 12 heures, <https://www.wionews.com/world/twitter-suspends-nigerian-presidents-account-for-12-hours-389291>, (consulté le 29 décembre 2022).

<sup>16</sup> BBC News Pidgin, Twitter ban in Nigeria : President Buhari lift ban on Twitter after seven months, <https://www.bbc.com/pidgin/59969898>, (consulté le 28 décembre 2022).

<sup>17</sup> Access Now, « Le blocage de l'accès à Twitter au Nigeria est une violation flagrante des droits fondamentaux », 13 janvier 2022, <https://www.accessnow.org/nigeria-blocks-twitter-keepit/#:~:text=Bloc>, (consulté le 28 décembre 2022).

<sup>18</sup> Cour communautaire de justice, Ecowas Court Orders Nigeria To Guarantee Not To Repeat Unlawful Ban On Twitter, <http://www.courtecowas.org/2022/07/16/ecowas-court-orders-nigeria-to-guarantee-not-to-repeat-of-the-unlawful-ban-on-twitter/>, (consulté le 29 décembre 2022).

<sup>19</sup> Yomi Kazeem, An election internet shutdown would cost Nigeria \$134 million a day, Yahoo Finance, [https://finance.yahoo.com/news/election-internet-shutdown-cost-nigeria-142407821.html?guccounter=1&guce\\_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2xlLmNvbS8&guce\\_referrer\\_sig=AQAAAKAgjWgQlybWcijaMk0zI7M47Fs15hQx3BB30qLW5jIKPdJPf-1SQneIdcc4FOADF9DR8-iOUOtqhMvh\\_SmV7KMP8TQht55xs\\_LsSzUyzVrkDxcXy014ZlyLl12GI5xP9pvO5eE5R5Sex4ZmrhQjqKmyWS2CfIK4qnCXws8oHqauT](https://finance.yahoo.com/news/election-internet-shutdown-cost-nigeria-142407821.html?guccounter=1&guce_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2xlLmNvbS8&guce_referrer_sig=AQAAAKAgjWgQlybWcijaMk0zI7M47Fs15hQx3BB30qLW5jIKPdJPf-1SQneIdcc4FOADF9DR8-iOUOtqhMvh_SmV7KMP8TQht55xs_LsSzUyzVrkDxcXy014ZlyLl12GI5xP9pvO5eE5R5Sex4ZmrhQjqKmyWS2CfIK4qnCXws8oHqauT), (consulté le 27 décembre 2022).

<sup>20</sup>

Code of Practice For Interactive Computer Service Platforms/ Internet Intermediaries, <https://nitda.gov.ng/wp-content/uploads/2022/06/Code-of-Practice.pdf>, (consulté le 26 décembre 2022).

interactifs/intermédiaires Internet (le «code»<sup>20</sup>

Les objectifs du code comprennent la définition des meilleures pratiques que les plateformes doivent suivre, la sécurisation de l'écosystème numérique du Nigeria pour les Nigériens et les étrangers, et la définition de contre-mesures aux préjudices tels que la désinformation et les fausses informations qui peuvent être causés en ligne.

Le code doit s'appliquer à toutes les plateformes de services informatiques interactifs/intermédiaires Internet et à leurs agents au Nigeria. Parmi les plates-formes concernées, il convient de citer Twitter, Meta et Google. Parmi les principales demandes du code figurent l'incorporation obligatoire des grandes plateformes de services, la fourniture d'informations conformément à une ordonnance du tribunal, le retrait du contenu illégal ou interdit, la création d'un canal de plainte et le dépôt obligatoire d'un rapport annuel de conformité, entre autres. Le code a été accueilli avec méfiance par différentes parties prenantes, car il a été considéré comme une nouvelle tentative du gouvernement «de réglementer les médias sociaux et de réprimer la liberté d'expression».<sup>21</sup>

Les dispositions du code peuvent également donner lieu à des abus, par exemple en imposant le retrait d'un contenu dans les 24 heures suivant la réception d'un avis d'une agence gouvernementale autorisée sur la présence d'un contenu illégal. Le code définit le contenu illégal comme tout contenu qui viole une loi existante au Nigeria. Le problème est que l'agence n'est pas tenue d'expliquer comment ou pourquoi le contenu est illégal, et la plate-forme en ligne n'a pas la possibilité ou le temps de confirmer la légalité du contenu, en particulier dans les cas où il n'est pas clair si le contenu est réellement illégal. Cette section établit un devoir général d'observation en plus de beaucoup d'ambiguïté qui peut être facilement abusé par un gouvernement oppressif parce que le code ne spécifie pas les informations incorrectes ou les troubles publics.

Diverses parties prenantes ont demandé que le code soit révisé<sup>22</sup>, car il est considéré comme une réincarnation possible<sup>23</sup> du «projet de loi sur

les discours de haine» et du «projet de loi sur les médias sociaux».

## VIE PRIVÉE ET SURVEILLANCE

La Constitution nigérienne de 1999, qui reconnaît la vie privée et la liberté d'expression comme des droits fondamentaux, est à l'origine du droit à la vie privée des Nigériens. La vie privée des citoyens, de leurs résidences, de leur correspondance, de leurs conversations téléphoniques et de leurs communications télégraphiques est garantie et protégée, selon la section 37. Au Nigeria, la collecte et le stockage de données personnelles imprègnent tous les aspects de la vie, ce qui soulève des inquiétudes importantes concernant les lois sur la protection de la vie privée du pays, compte tenu des dangers associés aux données traitées publiquement et en privé.

Le Nigeria collecte de nombreuses données biométriques; l'État recueille ces données pour les services bancaires, l'identité numérique, les licences, etc. Dans le secteur privé, les données sont collectées par des applications telles que les applications de prêt d'argent, les applications bancaires et autres. De nombreux problèmes de confidentialité sont liés à l'utilisation des systèmes de données biométriques, notamment la fraude et le tri social, ainsi que l'usurpation d'identité rendue possible par le piratage des bases de données biométriques par des parties non autorisées et la violation des données.<sup>24</sup>

Les droits des individus à la vie privée, à la sécurité et à la protection des données s'en trouvent sérieusement affectés. Il se peut que l'on ne puisse plus contrôler les données biométriques une fois qu'elles ont été compromises, car elles posent des problèmes de surveillance et de suivi de masse.<sup>25</sup>

Le budget total du secteur de la défense pour 2022 était de 2,7 trillions de naira, dont 83,8 milliards pour les équipements de défense et de sécurité. La police avait un budget de 1,1 milliard de nairas pour son équipement de renseignement et la marine avait un budget de 1,27 milliard pour son équipement de surveillance.<sup>26</sup> Le budget de sécurité du Nigeria, qui inclut souvent la surveillance, a augmenté de

<sup>21</sup> Davidson Oтуру et Agboola Dosunmo, NITDA Code of Practice - potential impact on online platforms and social media, <https://businessday.ng/news/legal-business/article/nitda-code-of-practice-potential-impact-on-online-platforms-and-social-media/>, (consulté le 28 décembre 2022).

<sup>22</sup> The Cave, Paradigm Initiative calls for review of NITDA's code of practice for online platforms, <https://www.thecable.ng/paradigm-initiative-calls-for-stakeholders-to-review-new-code-of-practice-for-online-platforms>, (consulté le 30 décembre 2022).

<sup>23</sup> Gabriel Eze, What Digital Platforms and Intermediaries Should Know about NITDA's Code of Practice for Nigeria's Digital Space, <https://infusionlawyers.com/nitda-code-of-practice-for-digital-platforms/>, (consulté le 21 décembre 2022).

<sup>24</sup> Samuel C. Uzoigwe (Esq.), Biometric Technology In Nigeria : Examining Data Privacy Concerns, 21 mars 2022. <https://aanoip.org/biometric-technology-in-nigeria-examining-data-privacy-concerns/>

<sup>25</sup> ibid

<sup>26</sup> Budget, Federal Government of Nigeria approved budget 2022, <https://budget.org/fg-budget-dashboard/>, consulté le 28 janvier 2023.

<sup>27</sup> Abdul Seye, Budget : Despite extra N12 trillion in 7 years, security remains elusive, as education, health suffer, Daily post, <https://dailypost.ng/2021/10/15/budget-despite-extra-n12-trillion-in-7-years-security-remains-elusive-as-education-health-suffer/>, consulté le 23 janvier 2023.

12 000 milliards de nairas <sup>(27)</sup> au cours des sept dernières années et pourtant, un certain nombre de violations de la sécurité des données et de la cybersécurité ont été constatées au cours de l'année considérée. Il a été signalé que les petites et moyennes entreprises ont été confrontées à une augmentation de 89 % des cyberattaques par rapport à l'année 2021<sup>28</sup>. D'autres violations notables ont également eu lieu, comme celle où les données de 75 000 citoyens ont été exposées en ligne<sup>29</sup>. Malgré ces violations notables et l'existence de la réglementation nigérienne sur la protection



des données promulguée en 2019, il n'y a pas eu jusqu'à 10 amendes émises. Cependant, selon le dernier rapport de performance du règlement sur la protection des données du Nigeria (NDPR)<sup>30</sup>

pour 2020-2021 de la NITDA, publié en 2022, 1350 appels ont été reçus de Nigériens signalant des violations de données. En 2021, 105 avis de conformité et d'application ont été émis, soit moins

que les 230 avis émis en 2020. Les problèmes de conformité résolus sont passés de 790 en 2020 à 2080 en 2021. Au total, 17 violations de données ont fait l'objet d'une enquête et 15 millions de nairas d'amende ont été infligés. Ces chiffres ne reflètent malheureusement pas le nombre de problèmes de confidentialité rencontrés. Les parties prenantes ont exprimé l'espoir que les enquêtes et les sabotages augmentent considérablement avec la création du Bureau nigérian de protection des données.<sup>31</sup>

## GOVERNANCE DES DONNÉES

### AUTORITÉ ET RÉGIME DE PROTECTION DES DONNÉES

Bien que l'État nigérian collecte des données biométriques depuis près de deux décennies, le cadre de protection des données était segmenté en différents secteurs jusqu'en 2019.<sup>32</sup> Le Nigeria Protection des données Regulation 2019<sup>33</sup> était la première étape vers un cadre pratique de protection des données dans le pays, mais l'instrument était inadéquat<sup>34</sup> pour de nombreuses raisons, notamment son champ d'application limité et ses mesures punitives. Il n'est donc pas étonnant que les parties prenantes concernées aient continué à réclamer un meilleur instrument - une loi du Parlement - pour régir la gouvernance des données dans le pays. Toutefois, avant l'adoption de cet instrument, le président du Nigeria a chargé le Bureau national de protection des données (NDPB) en février 2022<sup>35</sup> et le 4 octobre 2022, le NDPB a finalement publié un projet de loi sur la protection des données, 2022.

Ce projet de loi est le bienvenu car il définit les principes et les bases légales du traitement des informations personnelles. Le projet de loi améliore certes le règlement nigérian sur la protection des données (NDPR) déjà existant dans les domaines où il énonce expressément les principes d'équité, de transparence et de responsabilité.

<sup>28</sup> Adeyemi Adepetun, Cyber attack on Nigerian SMEs up by 89 per cent in 2022, The guardian, <https://guardian.ng/business-services/cyber-attack-on-nigerian-smes-up-by-89-per-cent-in-2022/>, consulté le 16 janvier 2023.

<sup>29</sup> Peoples gazette, Nigerian agency data breach exposes 75,000 personal details of citizens online, <https://gazettengr.com/nigerian-agency-data-breach-exposes-75000-personal-details-of-citizens-online/?tztc=1>, consulté le 16 janvier 2023.

<sup>30</sup> Nigeria Protection des données Regulation Performance Report 2020-2021, National Information Technology Development Agency (NITDA) [https://ndpb.gov.ng/Files/hhNITDA\\_Compiled%20NDPR%20Draft%202020-2021\\_0701.pdf](https://ndpb.gov.ng/Files/hhNITDA_Compiled%20NDPR%20Draft%202020-2021_0701.pdf), consulté le 16 janvier 2023.

<sup>31</sup> Adeyemi Owoade, NITDA chased a thousand, NDPB will chase ten thousand, [https://www.linkedin.com/pulse/nitda-chased-thousand-ndpb-chase-ten-adeyemi-o-owoade?trk=portfolio\\_article\\_card\\_title](https://www.linkedin.com/pulse/nitda-chased-thousand-ndpb-chase-ten-adeyemi-o-owoade?trk=portfolio_article_card_title), consulté le 16 janvier 2023.

<sup>32</sup> Jumoke Lambo, Chisom Okolie, Lois et règlements sur la protection des données Nigeria 2022, 8 juillet 2022 <https://iclg.com/practice-areas/data-protection-laws-and-regulations/nigeria>, (consulté le 29 décembre 2022).

<sup>33</sup> Nigeria Protection des données Regulation 2019 <https://ndpb.gov.ng/Files/NigeriaDataProtectionRegulation.pdf>, (consulté le 21 décembre 2022).

<sup>34</sup> Olumide Babalola, The Inadequacies Of Nigeria Protection des données Regulation 2019 : Review <https://olumidebabalolal.com/nigeria-data-protection-regulation-2019/>, (consulté le 28 décembre 2022).

<sup>35</sup> Maryam Abdullahi, Buhari approves creation of Protection des données bureau, appoints Olatunji as CEO, the cable, 4 février 2022, <https://>

Il couvre également la réalisation d'études d'impact sur la protection des données (EIPD), la nomination d'un délégué à la protection des données (DPD) et les droits des personnes concernées, notamment le droit de s'opposer, de retirer son consentement et la portabilité des données, ainsi que le droit de ne pas faire l'objet d'une décision fondée uniquement sur le traitement automatisé des données à caractère personnel.<sup>36</sup>

Elle vise également à légitimer le NDPB en tant que commission de réglementation indépendante et efficace chargée de superviser les questions de protection des données et de la vie privée et de contrôler les responsables du traitement et les sous-traitants des données dans les secteurs privé et public. De même, l'intérêt légitime est reconnu comme une base légale.<sup>37</sup>

Ce projet de loi sera la 6e tentative du Nigeria pour adopter une loi sur la protection des données et amplifie certaines lacunes, dont certaines sont des problèmes potentiels d'indépendance. En vertu de la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel, de l'Acte additionnel de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur la protection des données à caractère personnel, de la Déclaration de principes sur la liberté d'expression et l'accès à l'information en Afrique et de la Convention 108 du Conseil de l'Europe, l'une des mesures de l'indépendance consiste à ne pas être lié par le bras exécutif du gouvernement. Ce n'est pas le cas du NDPB, car le projet de loi confère beaucoup de pouvoir au ministre des communications et de l'économie numérique, lui donnant certains pouvoirs de supervision qui peuvent potentiellement nuire à l'indépendance de l'agence.

## IDENTITÉS NUMÉRIQUES

Les gouvernements du monde entier ont pris des mesures pour déployer des systèmes d'identité numérique afin de promouvoir une gouvernance efficace et le développement économique. Le Nigeria ne fait pas exception à la règle, avec sa Commission nationale de gestion de l'identité (NIMC), créée par la loi NIMC n° 23 de 2007, qui a pour mandat d'établir, de posséder, d'exploiter, de

maintenir et de gérer la base de données nationale sur l'identité au Nigeria. Grâce à cette base de données, les personnes couvertes par la loi sont enregistrées et se voient attribuer un numéro d'identification national unique (NIN), puis des cartes générales à usages multiples (GMPC).<sup>38</sup>

L'utilisation de systèmes d'identité numérique peut susciter plusieurs préoccupations en matière de protection de la vie privée et affecter de diverses manières le droit à la vie privée des personnes. Par conséquent, de plus en plus, et d'autres au cours des dernières années. Le gouvernement a en outre



rendu obligatoire l'enregistrement des cartes SIM et leur liaison au système national d'identité et a menacé de déconnecter les cartes SIM qui n'étaient pas reliées. Cette mesure a suscité une certaine résistance, car les particuliers s'inquiètent de l'absence de pratiques efficaces en matière de protection des données dans le pays, ce qui laisse la porte ouverte aux abus. Si des mesures de protection de la vie privée ne sont pas mises en place dès le début, le risque s'aggravera à mesure que la base de données nationale se développera.

[www.thecable.ng/buhari-approves-creation-of-data-protection-bureau-appoints-olatumji-as-ceo](http://www.thecable.ng/buhari-approves-creation-of-data-protection-bureau-appoints-olatumji-as-ceo), (consulté le 29 décembre 2022).

<sup>36</sup> Data Guidance, Nigeria : NDPB releases draft Protection des données Bill, octobre 2022, <https://www.dataguidance.com/news/nigeria-ndpb-releases-draft-data-protection-bill>, (consulté le 29 décembre 2022).

<sup>37</sup> Ridwan Oloyede, The new Protection des données bill in Nigeria, octobre 2022, <https://www.linkedin.com/pulse/new-data-protection-bill-nigeria-ridwan-oloyede-?trk=pulse-article>, (consulté le 28 décembre 2022).

<sup>38</sup> National Identity Management Commission (NIMC), About Us, <https://nimc.gov.ng/about-us/>, (consulté le 29 décembre 2022).

<sup>39</sup> Conseil Tech Hive, Le droit à la vie privée à l'ère numérique, <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/digitalage/reportprivindigage2022/submissions/2022-09-06/CFI-RTP-Tech-Hive-Advisory.pdf>, (consulté le 29 décembre 2022).

<sup>40</sup> Emmanuel Elebeke, inscription au NIN : We <ve captured 89m people - NIMC DG, Vanguard, Septembre 2022, <https://www.vanguardngr.com/2022/09/nin-enrollment-we-ve-captured-89m-people-nimc-dg/>, (consulté le 29 décembre 2022).

Une autre préoccupation concerne les multiples bases de données d'identité gérées par des agences gouvernementales qui manquent souvent de mécanismes efficaces de contrôle et de responsabilité. Cet accès sans entrave par les autorités de l'État soulève davantage de préoccupations concernant la surveillance. Le Président a autorisé certains organismes chargés de l'application de la loi à accéder aux bases de données d'identité par une simple déclaration de l'exécutif, alors que la surveillance ne devrait s'appuyer que sur la loi existante.<sup>39</sup>

Malgré ces problèmes, le directeur général de la Commission nationale de gestion de l'identité, Engr. Aliyu Aziz, a déclaré que la Commission a jusqu'à présent capturé 89 millions de personnes dans le cadre de l'inscription nationale en cours du numéro d'identité national (NIN).<sup>40</sup> Il est rapporté que 36,76 millions de dollars ont été alloués pour le renouvellement de l'accord de soutien à la maintenance pour l'infrastructure du système national de gestion de l'identité dans le budget proposé pour 2023.<sup>41</sup>

## EXAMEN DU FONDS DE SERVICE UNIVERSEL

La loi nigériane sur les communications (2003) a conféré au président de la République fédérale du Nigeria le pouvoir de constituer un conseil de prestation de service universel de onze membres pour, entre autres fonctions, fournir des orientations politiques générales pour la gestion du fonds de prestation de service universel (USPF). L'USPF a été créé par le gouvernement fédéral du Nigeria pour faciliter la réalisation des objectifs de la politique nationale en matière d'accès universel et de service universel aux technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones rurales, non desservies et mal desservies du Nigeria.

Le secrétariat du Fonds pour la fourniture d'un service universel (USPF) se trouve à la Commission nigériane des communications (NCC), qui est elle-même une agence du ministère fédéral des communications et de l'économie numérique, de sorte que la mise en œuvre du fonds n'échappe pas à l'influence du gouvernement. Le fonds est géré de manière à faciliter l'accès le plus large possible

2022).

<sup>41</sup> Sami Tunji, le NIMC obtient l'approbation présidentielle pour remplacer les infrastructures déficientes Octobre 2022, Punch, <https://punchng.com/nimc-gets-presidential-approval-to-replace-weak-infrastructure/>, (consulté le 29 décembre 2022).

<sup>42</sup> The Universal Service Provision Fund (USPF), [www.uspf.gov.ng](http://www.uspf.gov.ng) (consulté le 28 décembre 2022).

<sup>43</sup> The Universal Service Provision Fund (USPF), <https://www.uspf.gov.ng/media-centre/downloads> (consulté le 28 décembre 2022).

<sup>44</sup> Budgit, Universal Service Provision Fund Operational And Fund Management Desk Analysis, <https://yourbudgit.com/wp-content/uploads/2017/11/USPF-REPORT.pdf>, (consulté le 18 janvier 2023).

<sup>45</sup> Le Sénat, République fédérale du Nigeria, Rapport du Comité sur les. Communications On The Universal. Service Provision Fund (Uspf) Budget 2019 (consulté le 18 janvier 2023).

<https://placng.org/i/wp-content/uploads/2019/12/Report-of-the-Senate-Committee-on-Communications-on-the-Universal-Service-Provision-Fund-Budget-Proposal-for-the-Year-Ending-31st-December-2019.pdf> (consulté le 18 janvier 2023).

à des services de télécommunications abordables pour une plus grande équité et inclusion sociales pour la population du Nigeria.<sup>42</sup> Certains de ses projets au fil des ans comprennent l'expansion accélérée de la téléphonie mobile (BTS), l'initiative rurale à large bande (RUBI), les centres de connaissances scolaires (SKC), les centres de ressources communautaires (CRC), entre autres.

Le Fonds pour la prestation du service universel a publié des rapports annuels en 2011, 2012 et 2018<sup>43</sup>. Ces rapports ont mis en évidence la structure de l'USPF, sa vision, les recherches et les projets entrepris au cours de ces années ainsi que les limites et les défis rencontrés. Le rapport de 2018 couvrait en outre un calendrier des objectifs du projet de 2018 à 2022. Cependant, 2018 a été le dernier rapport publié par l'USPF, avec peu ou pas d'informations sur ses activités depuis lors. Avec les rapports qui ont été publiés, il est nécessaire d'ajouter des détails car il y a un manque notable de spécificité en ce qui concerne les projets et le manque d'informations sur les appels d'offres et les marchés publics.<sup>44</sup> L'USPF n'a pas fait preuve de transparence dans ses transactions, malgré un rapport du Sénat de 2019 indiquant que ses dépenses récurrentes totales s'élèvent à 1,9 milliard de nairas.<sup>45</sup>

Le Fonds pour la fourniture d'un service universel, dans le cadre de son budget 2022, a été invité à inviter des entrepreneurs et des prestataires de services qualifiés, compétents et réputés à soumissionner pour des biens, des travaux, l'installation de technologies de l'information et de la communication et de technologies d'assistance dans les institutions et les écoles accueillant des groupes défavorisés et la fourniture d'ordinateurs et d'accessoires. Dans l'ensemble, le fonds a connu quelques années sans histoire, y compris en 2022.

## ÉVOLUTION DES TIC ET DES TECHNOLOGIES ÉMERGENTES

Le pétrole représente près de 80 % des exportations du Nigeria, ce qui fait de ce secteur l'un des principaux contributeurs à l'économie du pays. Pourtant, en août 2022, la production pétrolière du Nigeria était à son plus bas niveau depuis 1990.<sup>46</sup>

C'est là que la technologie entre en jeu : entre 2021 et 2022, les TIC ont permis au secteur pétrolier d'augmenter le PIB du Nigeria. Selon le Bureau national des statistiques (NBS), le secteur pétrolier n'a contribué qu'à hauteur de 6,63 % au premier trimestre 2022 et de 6,33 % au PIB réel total au deuxième trimestre 2022, tandis que les TIC, en particulier les entreprises de télécommunications, ont contribué à hauteur de 18,44 % au PIB du Nigeria au deuxième trimestre 2022. Le secteur a connu un taux de croissance de 6,55 % par rapport au premier trimestre 2022 et a poussé le secteur non pétrolier à contribuer à hauteur de 93,67 % au PIB du pays au deuxième trimestre 2022.

Au deuxième trimestre 2021 et au premier trimestre 2022, le secteur non pétrolier dirigé par les TIC a également contribué à 92,58 % et 93,37 %, respectivement.<sup>47</sup> Tous ces chiffres soulignent l'essor notable du secteur au Nigeria en 2022<sup>48</sup>. Indépendamment de ces progrès, le secteur technologique doit encore atteindre son plein potentiel, car la Fin-tech et d'autres start-ups technologiques pourraient contribuer davantage au pays. Cela pourrait être réalisé grâce à un environnement favorable, d'où la création du Nigerian Start-up Bill 2021.<sup>49</sup> Cette loi a été adoptée en octobre 2022 dans le but de combler ces lacunes. Certains des objectifs du Nigeria Startup Act sont de combler le fossé entre les startups et les régulateurs et de veiller à ce que les réglementations néfastes qui entravent leur croissance soient supprimées. Entre autres choses, le projet de loi vise également à encourager l'établissement, le développement et le fonctionnement des startups dans le pays par le biais d'incitations telles que la création de pôles d'activités, d'allègements fiscaux, de prêts gouvernementaux et de systèmes de garantie de crédit.<sup>50</sup> La loi est encore jeune et nous n'avons pas encore vu sa mise en œuvre.

## STRATÉGIES D'IA

Les technologies basées sur l'intelligence artificielle (IA) sont de plus en plus intégrées dans la vie moderne de nombreux Nigériens, et il est nécessaire d'examiner les façons dont ces technologies ont un impact sur les droits fondamentaux des Nigériens. De la conception initiale à la vente d'outils et

de services utilisant l'IA aux Nigériens (le cas échéant), puis à son utilisation finale, il existe plusieurs façons dont l'utilisation de l'IA peut faire progresser ou compromettre la protection des droits de l'homme au Nigeria.<sup>51</sup>

Le ministre des communications et de l'économie numérique, le professeur Pantami, a récemment demandé à la National Information Technology Development Agency (NITDA) d'élaborer une politique nationale en matière d'intelligence artificielle (NAIP).<sup>52</sup> Le chemin vers la création d'une stratégie d'IA efficace dans un pays est souvent complexe, où des étapes telles que l'évaluation des besoins dans le pays pour identifier les parties prenantes, les utilisateurs et les facilitateurs, et obtenir des projections futures pour l'IA dans le pays est une nécessité. Un communiqué de presse signé par la porte-parole de la NITDA, Hadiza Umar, indique que le développement du NAIP est envisagé pour «maximiser les avantages, atténuer



les risques éventuels et résoudre certaines des complexités attribuées à l'utilisation de l'IA dans

<sup>46</sup> Omowumi Iledare, Le Nigeria produit de moins en moins de pétrole. Voici pourquoi Septembre 2022, <https://theconversation.com/nigeria-is-producing-less-and-less-oil-heres-why-191199> (consulté le 18 janvier 2023).

<sup>47</sup> National bureau of statistics, Rapport sur le produit intérieur brut du Nigeria (Q2 2022), <https://nigerianstat.gov.ng/elibrary/read/1241219>.

<sup>48</sup> Marketforces Africa, Digital Economy Booms as ICT Contributes 18.44% to Nigeria's GDP, August 2022 <https://dmarketforces.com/digital-economy-booms-as-ict-contributes-18-44-to-nigerias-gdp/> (consulté le 18 janvier 2023).

<sup>49</sup> Un projet de loi pour une loi qui prévoit la création et le développement d'une loi d'habilitation.

Environnement pour les startups à base de technologie au Nigeria et pour les entreprises connexes

Matières. Executive Bill, Enacted by the National Assembly of the Federal Republic of Nigeria 2021, HB1886, <https://placbillstrack.org/upload/HB1886.pdf>, (consulté le 23 janvier 2023).

<sup>50</sup> Timi Odueso, Le Nigeria Startup Bill a été approuvé, Tech Cabal, <https://techcabal.com/2022/10/19/the-nigeria-startup-bill-has-been-approved/>, (consulté le 23 janvier 2023).

les activités quotidiennes des Nigériens». Elle a ajouté que «la politique devrait profiter au pays et à la population, et institutionnaliser le Centre national d'IA et de robotique (NCAIR).»<sup>53</sup>

Les tentatives d'établissement d'une politique en matière d'IA sont louables et constituent l'une des plus progressives en Afrique à l'heure actuelle, mais il faut tenir compte de plusieurs éléments avant d'établir la politique et les étapes du développement de la stratégie que doit adopter le NCAIR n'ont pas été rendues publiques. Divers experts ont souligné les mesures importantes à prendre pour une stratégie de classe mondiale, notamment la création d'un groupe de travail national similaire à celui du gouvernement de Malte.

Ce dernier a nommé un groupe de travail national chargé de créer la «stratégie Malta.ai». Les membres de ce groupe de travail venaient de différents horizons et ont apporté à la table un bon mélange d'expérience et d'enthousiasme.<sup>54</sup>

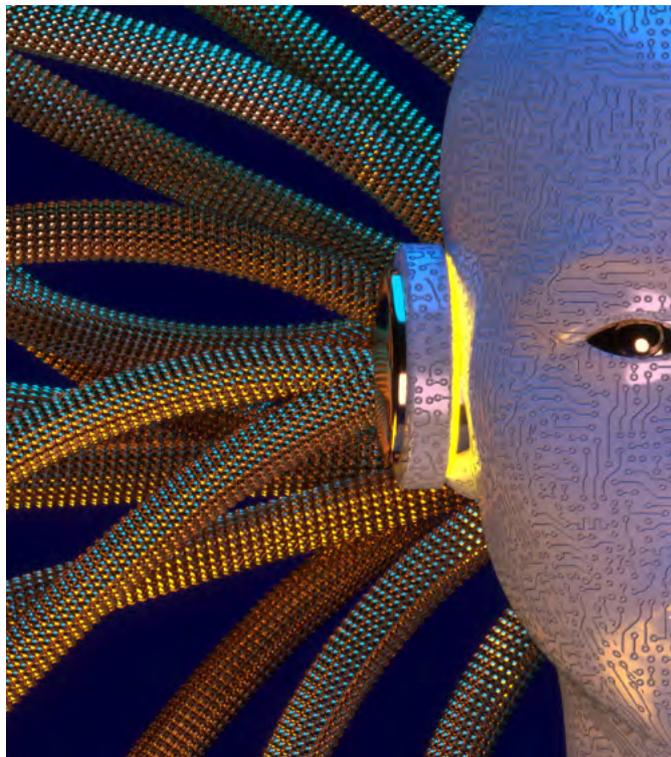
Une politique efficace en matière d'IA nécessite de comprendre comment l'IA et d'autres développements technologiques connexes peuvent être utilisés pour atteindre des objectifs nationaux et aider à résoudre une multitude de problèmes locaux. Cela nécessitera une consultation approfondie et la contribution des parties prenantes de différents secteurs.

Les données sont également fortement impliquées dans la gestion de l'IA, ce qui rend nécessaire l'existence d'un régime de gouvernance des données pour une mise en œuvre réussie. Enfin, la politique doit être axée sur les droits de l'homme.

## **INCLUSION DES TIC DANS LES PLANS D'ACTION OU LES STRATÉGIES NATIONALES.**

Le Nigeria a pris en compte les TIC dans ses cadres politiques depuis qu'il a présenté une politique nationale des technologies de l'information en 2001. Les TIC sont devenues plus courantes

au Nigeria depuis la création de la NITDA et du ministère des communications et de l'économie numérique (anciennement dénommé ministère des technologies de la communication). Des



politiques notables ont vu le jour depuis lors, telles que la stratégie d'agriculture numérique du Nigeria (<sup>55</sup>) et la politique nationale sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'éducation (<sup>56</sup>). Cependant, le manque de mise en œuvre rend ces politiques superflues.

<sup>51</sup> Jake Okechukwu Effoduh, Towards A Rights-Respecting Artificial Intelligence Policy for Nigeria, Paradigm Initiative, novembre 2021, <https://paradigmhq.org/wp-content/uploads/2021/11/Towards-A-Rights-Respecting-Artificial-Intelligence-Policy-for-Nigeria.pdf>, (consulté le 27 décembre 2022).

<sup>52</sup> Hadiza Umar, NITDA Directed to Develop National Artificial Intelligence Policy, PR Nigeria, -August 11, 2022, <https://prnigeria.com/2022/08/11/nitda-directed-develop/>, (consulté le 27 décembre 2022).

<sup>53</sup> Johnstone Kpilaakaa, How to contribute to NITDA's National Artificial Intelligence Policy, <https://www.benjaminada.com/nitda-national-artificial-intelligence-policy/>, (consulté le 25 décembre 2022).

<sup>54</sup> Digwatch, Malta establishes task force to develop national AI strategy, <https://dig.watch/updates/malta-establishes-task-force-develop-national-ai-strategy>, (consulté le 28 janvier 2023).

<sup>55</sup> Stratégie d'agriculture numérique du Nigeria (2020-2030) [https://nitda.gov.ng/wp-content/uploads/2020/11/Digital-Agriculture-Strategy-NDAS-In-Review\\_Clean.pdf](https://nitda.gov.ng/wp-content/uploads/2020/11/Digital-Agriculture-Strategy-NDAS-In-Review_Clean.pdf) (consulté le 30 décembre 2022).

<sup>56</sup> National Policy On Information And Communication Technologies (Ict) In Education, 2019 <https://education.gov.ng/wp-content/uploads/2019/08/NATIONAL-POLICY-ON-ICT-IN-EDUCATION-2019.pdf>, (consulté le 30 décembre 2022).

# Conclusion et Recommandations

Dans l'ensemble, le Nigeria a progressé dans ses tentatives d'amélioration des infrastructures et des instruments juridiques. Le pays a également enregistré moins de violations en 2022 par rapport aux années précédentes. Toutefois, certaines lacunes récurrentes ont été constatées dans le paysage du pays, comme les tentatives quasi inexistantes d'adoption d'une loi sur la protection des données et d'une loi sur les droits et libertés numériques, les tentatives par voie législative de réprimer la liberté d'expression et la collecte arbitraire de données biométriques avec un potentiel d'abus.

GOUVERNEMENT	SECTEUR PRIVÉ	SOCIÉTÉ CIVILE
<p><b>Gouvernement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Le gouvernement doit assurer la connectivité des zones rurales et des zones mal desservies conformément au plan nigérian en matière de large bande. Cela peut être réalisé par l'utilisation du Fonds de prestation de service universel.</li> <li>● Le gouvernement doit en outre veiller à ce que l'expansion de la connectivité soit significative, abordable et accessible à tous.</li> <li>● Le gouvernement doit prendre des mesures actives pour créer un environnement favorable aux TIC et aux technologies émergentes dans le pays en augmentant l'accès à l'éducation technologique et aux bourses d'études. Il faut également sensibiliser les gens aux privilèges prévus par le Start Up Act, tels que les allègements fiscaux.</li> <li>● Le gouvernement doit respecter et mettre en œuvre les traités et les résolutions des organes régionaux et des tribunaux, conformément à ses obligations internationales en matière de droits de l'homme.</li> <li>● Le gouvernement, en établissant la nouvelle autorité de protection des</li> </ul>	<p><b>Secteur privé</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Les acteurs du secteur privé doivent intégrer les meilleures pratiques en matière de sécurité numérique et de protection des données dans leurs processus.</li> <li>● Les entreprises privées qui traitent des données doivent désigner des responsables de la protection des données et mettre en place des unités de traitement des plaintes, tout en se conformant aux meilleures pratiques mondiales.</li> <li>● Lorsque les technologies d'intelligence artificielle sont adoptées par des acteurs privés, elles doivent également garantir le respect des droits de l'homme.</li> </ul>	<p><b>Société civile</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Les acteurs de la société civile doivent continuer à demander des comptes aux gouvernements par le biais de leur activisme.</li> <li>● Les acteurs de la société civile devraient entraîner davantage les personnes mal desservies dans leur activisme en partageant des informations accessibles. Cela peut se faire en portant les messages de plaidoyer en dehors des capitales et en les traduisant dans les langues locales.</li> <li>● Les acteurs de la société civile doivent continuer à plaider pour l'adoption de projets de loi bénéfiques sur les droits numériques, tout en surveillant le paysage juridique pour détecter les violations.</li> <li>● Les acteurs de la société civile doivent continuer à s'attaquer aux violations des droits numériques par le biais de litiges afin de remédier aux violations et de créer une jurisprudence promouvant les droits numériques.</li> </ul>

GOUVERNEMENT	SECTEUR PRIVÉ	SOCIÉTÉ CIVILE
<p>données et la loi sur la protection des données, doit garantir son indépendance vis-à-vis de l'exécutif. L'enregistrement massif des identités numériques est toujours en cours, tandis qu'un cadre approprié de gouvernance des données doit encore être adopté par la loi. Le gouvernement nigérian devrait accélérer ces efforts afin d'adhérer aux normes internationales et de gagner la confiance du public.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Le gouvernement doit rendre l'utilisation du Fonds pour la fourniture du service universel, ses projets et ses achats publics et transparents avec des rapports trimestriels ou annuels accessibles.</li> <li>● En établissant une politique de lutte contre l'IA au Nigeria, le gouvernement doit promulguer une politique centrée sur les droits de l'homme et, pour ce faire, il doit procéder à une évaluation des besoins, à une cartographie des parties prenantes et à des processus de consultation robustes avec les parties prenantes du secteur afin d'élaborer la politique avant de la mettre en œuvre.</li> <li>● Le gouvernement doit intégrer les TIC dans les différentes politiques sectorielles et établir un plan de mise en œuvre efficace pour chacune d'entre elles.</li> </ul>		



[www.paradigmhqhq.org](http://www.paradigmhqhq.org)

Droits d'auteur © 2023